l'école émancipée

SNASUB-FSU

Une FSU plus fédérale et offensive pour construire une alternative syndicale

Réforme de l'Etat, LOLF, décentralisation, évaluation, etc. Nos secteurs de travail subissent de plein fouet l'idéologie du « moins d'Etat » et de la « performance » qui visent le démantèlement des services publics au profit du marché et de l'explosion des bénéfices des actionnaires.

La casse des services publics c'est aussi l'instauration d'une société plus dure, plus violente. La précarisation généralisée du salariat s'accompagne de stratégies délibérées de culpabilisation des chômeurs. Des politiques rétrogrades organisent la chasse à l'enfant sans-papier, la stigmatisation de l'étranger et de la jeunesse assimilée à la « racaille », et le fichage de toute la population (santé, travail, etc.) Nous assistons à la montée d'une société de tri social, d'exclusion et de répression.

Nous refusons la résignation et participons chaque jour aux résistances sociales qui s'organisent. Nous sommes de celles et ceux qui ont voté NON au référendum sur le traité européen, au nom du refus du libéralisme. Nous aspirons toujours à construire une société où la lutte contre les inégalités, la justice sociale, la solidarité, entre les individus et entre les peuples, ne sont pas de vains mots.

Cela commence par refuser la division des personnels et le repli chacun sur soi. Avec le SNASUB et dans la FSU, nous mettons en avant ce qui nous rassemble pour dégager des alternatives. Ainsi la lutte pour un emploi stable pour tous et toutes peut se concrétiser par la bataille pour :

– le retour au CDI comme la norme du contrat de travail dans le privé et un statut unique de titulaire dans les fonctions publiques, sur la base des éléments les plus favorables, en terme de recrutement, de salaire et de carrière, avec un plan de titularisation de tous les personnels précaires, contre le temps partiel imposé

– un salaire minimum de base unique et revalorisé à 1500 euros nets dès maintenant, avec des augmentations uniformes pour toutes et tous, pour rattraper les dégradations du pouvoir d'achat sans accroître les inégalités

De quel outil syndical avons-nous besoin dans ce combat ? A l'École Émancipée, nous défendons :

– le renforcement de la FSU, avec un fonctionnement davantage fédéral dans les établissements et à tous les niveaux ;

– un syndicalisme démocratique avec un contrôle des mandats et des élus, avec des AG souveraines dans les luttes, décidant des revendications et de l'action ; la garantie du droit de tendance ;

– un syndicalisme qui refuse le cloisonnement catégoriel en son sein et à l'extérieur dans les mouvements sociaux et « altermondialiste », pour permettre la construction d'un vrai rapport de forces, par exemple à travers le développement d'un mouvement de convergences en défense des services publics, alliant usagers, personnels, élus et associations.

Marie Ganozzi, Danièle Patinet, Anne-Marie Pavillard, Bernard Teissier
www.ecoleemancipee.org